

Brochure n° 3034

**Convention collective nationale**

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,  
du cycle et du motocycle**

**Activités connexes**

**Contrôle technique automobile**

**Formation des conducteurs)**

**(22<sup>e</sup> édition. – Juillet 2003)**

---

**AVENANT N° 2 DU 14 DÉCEMBRE 2004**

**AU RÈGLEMENT D'INTER-AUTO-PLAN**

NOR : *ASET0550222M*

IDCC : *1090*

---

Les organisations soussignées,

Vu l'article L. 443-1-2 du code du travail relatif au plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) institué par l'article 109 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites ;

Vu l'article 1.25 *bis* de la convention collective relatif à l'épargne salariale, modifié en dernier lieu par avenant n° 34 *ter* pour tenir compte de l'institution du PERCO ;

Vu le règlement d'Inter-Auto-Plan, modifié en dernier lieu le 24 septembre 2003,

conviennent ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Tous les versements autres que ceux versés dans le PEI effectués après la date de signature du présent accord seront réalisés directement sur le PERCO-I et donc normalement bloqués jusqu'au départ à la retraite du participant.

Les sommes inscrites aux comptes d'un participant au PPESVI et versées avant la signature du présent accord pourront être transférées, sur sa demande, dans un plan d'épargne entreprise ou interentreprises dans un délai de 6 mois après signature du présent accord.

A défaut de choix exprimé par le participant, les sommes inscrites à son compte au PPESVI et versées avant la signature du présent accord restent dans le PERCO-I et seront donc bloquées jusqu'au départ à la retraite du participant.

## **Article 2**

Toutes les mentions du PPESVI figurant dans le règlement d'Inter-Auto-Plan ci-après dénommé « le règlement » sont remplacées par des mentions du PERCO-I, dénomination du plan d'épargne pour la retraite collectif inter-entreprises.

## **Article 3**

Au 4<sup>o</sup> de l'article 4 du règlement, il est ajouté un 3<sup>e</sup> point ainsi rédigé :

« Exclusivement vers le PERCO-I, des avoirs détenus au titre d'un PEE, d'un PEI, ou d'un PPESV, le montant des transferts n'étant pas inclus dans le plafond du quart de la rémunération. »

## **Article 4**

Les trois premiers alinéas de l'article 5 « Abondements » du règlement sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'entreprise peut décider d'effectuer un abondement au bénéfice des salariés et des mandataires sociaux participant à IAP, en choisissant un taux et un plafond qui sont obligatoirement identiques pour toutes les catégories professionnelles et quelle que soit l'affectation des sommes versées à IAP. Dans le cadre du PEI, cet abondement peut compléter les versements volontaires et/ou les primes d'intéressement ; dans le cadre du PERCO-I, l'abondement peut en outre compléter la participation aux résultats.

L'employeur opère son choix en déterminant le taux ainsi que le plafond applicable à chaque versement, parmi les options suivantes :

Taux applicables :

- option 1 : taux égal à 25 % du versement de chaque épargnant ;
- option 2 : taux égal à 50 % du versement de chaque épargnant ;
- option 3 : taux égal à 75 % du versement de chaque épargnant ;
- option 4 : taux égal à 100 % du versement de chaque épargnant ;
- option 5 : taux égal à 150 % du versement de chaque épargnant ;
- option 6 : taux égal à 200 % du versement de chaque épargnant ;
- option 7 : taux égal à 250 % du versement de chaque épargnant ;
- option 8 : taux égal à 300 % du versement de chaque épargnant.

Plafonds applicables :

- pour le PEI, par an et par épargnant, l'abondement versé par l'entreprise est plafonné à hauteur de 150 €, 300 €, 500 €, 1 000 €, 1 500 €, 2 000 €, ou 2 300 € selon le choix de l'employeur ;

- pour le PERCO-I, par an et par épargnant, l'abondement versé par l'entreprise est plafonné à hauteur de 150 €, 300 €, 500 €, 1 000 €, 1 500 €, 2 000 €, 2 300 €, 3 000 €, 4 000 €, ou 4 600 € selon le choix de l'employeur, sans pouvoir excéder le triple de la contribution du bénéficiaire. »

## **Article 5**

Le dernier alinéa de l'article 5 du règlement est supprimé.

## **Article 6**

Au dernier alinéa de l'article 7 du règlement, les mots « du GREPAC » sont remplacés par « d'IRP Auto-Gestion ».

## **Article 7**

Conformément aux dispositions de l'article L. 443-1-2-III du code du travail, il est créé un nouveau FCPE, et il est ajouté en conséquence un 4<sup>e</sup> point à l'article 6 du règlement, ainsi rédigé :

« Un FCPE-interentreprises : "IAP-Croissance", fonds diversifié dont l'allocation d'actif de référence est une gestion composée à 70 % d'actions et à 30 % de produits de taux de la zone euro. »

## **Article 8**

La phrase suivante est ajoutée au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 11 du règlement :

« Au-delà de cette date, le participant peut conserver les sommes et valeurs inscrites à son compte ou obtenir la délivrance de tout ou partie de ses avoirs. »

## **Article 9**

Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 11 du règlement est ainsi rédigé :

« Les sommes correspondant aux parts et fractions de part des FCPE-interentreprises acquises pour le compte des participants dans le cadre du PERCO-I seront exigibles à compter de leur départ en retraite. Au-delà de cette date, le participant peut conserver les sommes et valeurs inscrites à son compte. S'il en demande le rachat, la délivrance de son épargne s'effectue, selon son choix, sous forme de capital et/ou d'une conversion en rente viagère acquise à titre onéreux. »

## **Article 10**

Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 11 du règlement est supprimé.

## Article 11

Le paragraphe *b* de l'article 12 « Disponibilité anticipée » du règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

### « *b*) Disponibilité anticipée des sommes placées dans le PERCO-I

Les faits en raison desquels les droits constitués au profit des participants peuvent être, sur leur demande, exceptionnellement liquidés avant le départ à la retraite, sont déterminés par la réglementation en vigueur ; au 1<sup>er</sup> janvier 2005, ces faits sont les suivants :

- décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. En cas de décès du participant, il appartient à ses ayants droit de demander la liquidation de ses droits. Dans ce cas, les dispositions du 4 du III de l'article 150-0-A du code général des impôts cessent d'être applicables à l'expiration des délais fixés par l'article 641 du même code ;
- expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire ;
- invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ; cette invalidité s'apprécie au regard des 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, ou doit être reconnue par décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ou de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle. Le déblocage pour chacun de ces motifs ne peut intervenir qu'une seule fois ;
- situation de surendettement du participant définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.

La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

Lorsque le participant demande la délivrance de tout ou partie de ses avoirs sous forme de capital, la plus-value constituée par la différence entre le montant de ce rachat et le montant des sommes correspondantes initialement versées dans le PERCO-I est soumise à la CSG et à la CRDS au titre des revenus du capital, ainsi qu'aux prélèvements sociaux prévus par la réglementation.

Lorsque la délivrance des avoirs est effectuée sous forme de rente viagère, celle-ci est soumise à l'impôt sur le revenu pour une fraction fixée en fonction de l'âge du crédit-rentier lors de l'entrée en jouissance de la rente, conformément aux dispositions du 6 de l'article 158 du code général des impôts. »

## **Article 12**

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Suresnes, le 14 décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FNA ;  
CNPA ;  
UNIDEC ;  
FNCRM ;  
GNESA ;  
SNCTA ;  
FFC ;  
Les professionnels du pneu.

### **Syndicats de salariés :**

CSNVA ;  
Métallurgie CFE-CGC ;  
FO métaux ;  
CFTC.